

Les comptes de l'agriculture en Normandie

Ça s'est passé en 2018

Une météo à contresens

2018 restera dans les mémoires comme une année record en matière de météo : l'année la plus chaude depuis qu'existent les enregistrements. Cela s'est traduit par un calendrier des récoltes avancé d'un mois en Normandie mais aussi par une baisse des rendements en grandes cultures et une année herbagère compliquée. 2018 a aussi été une année marquée en Normandie par de fortes inondations au printemps ! Ainsi, le climat s'invite de plus en plus souvent dans les causes de la volatilité du revenu agricole qui continue à s'accroître et fragilise les exploitations agricoles.

Ralentissement de la croissance chinoise

Après des progressions à deux chiffres des années 1980 à 2010, le produit intérieur brut chinois n'aurait progressé que de 6,6 % en 2018, selon les chiffres du gouvernement chinois. Dans le même temps, les exportations agroalimentaires de l'UE vers la Chine, son 2^e marché d'exportation, enregistrent une baisse de 622 millions d'euros, soit environ - 4 %. Si la croissance chinoise est à son rythme le plus bas depuis près de 30 ans, elle représente néanmoins près du tiers de la croissance mondiale.

La négociation commerciale que mène l'administration Trump avec le gouvernement chinois aura un impact fort sur la santé de l'économie chinoise en 2019.

Le Brexit dans toutes les têtes

Le Brexit a mobilisé de très nombreuses forces de part et d'autre de la Manche. Ce dossier prioritaire pour l'Union Européenne, aujourd'hui non réglé et dont l'issue brutale semble de plus en plus probable, a ralenti bon nombre de dossiers européens comme la négociation de la future PAC et réduit la visibilité des évolutions dans le domaine commercial comme la ratification des accords avec le Canada et le Japon.

Future PAC :

Davantage de questions que de réponses

C'est en juin 2018 que la Commission européenne a formalisé via des propositions législatives le futur de l'Union Européenne à 27 pour la période 2021-2027. Un cadre financier pluriannuel a été proposé avant l'été, assorti de proposition de politiques sectorielles. Selon ces documents, la future PAC sera dotée d'un budget plus réduit, notamment le second pilier qui nécessitera une augmentation substantielle des cofinancements nationaux. Cette future PAC s'annonce poursuivre les tendances passées en allant vers davantage de subsidiarité dans la mise en œuvre par les Etats à qui l'UE demande des résultats.

États généraux de l'alimentation :

la loi a été adoptée

Démarrés en septembre 2017, les États Généraux de l'alimentation ont trouvé leur traduction concrète dans la loi «Agriculture et alimentation» promulguée le 30 octobre 2018. De nombreux points de mise en œuvre doivent être précisés par des ordonnances dont les délais de publication s'étalent de 4 à 12 mois à compter de la promulgation de la loi. Parmi les mesures phares, on retiendra la séparation du conseil et de vente en matière de produits phytosanitaires, la hausse à 10% du seuil de revente à perte de la distribution sur les produits alimentaires, l'encadrement des promotions et la prise en compte des coûts de production agricoles dans les négociations annuelles avec la distribution.

Une agriculture normande qui investit pour l'avenir

2018 a été l'occasion pour la Région Normandie de faire un point sur les dispositifs d'accompagnement des agriculteurs normands depuis 2014, année où les Régions sont devenues autorité de gestion pour les budgets FEADER. Dans un contexte difficile pour l'agriculture normande, on retiendra que ce sont 2 100 dossiers d'investissements PCAE (une exploitation sur 10) qui ont été accompagnés avec 120 M€ d'aides (dont 70,5 M€ de l'Union Européenne, 28,3 M€ de la Région, 16,1 M€ de l'État, 2,2 M€ des Agences de l'eau et 2,2 M € des conseils départementaux). Il faut ajouter 144 dossiers en filière équine pour 2,2 M€, 280 dossiers de transformation à la ferme pour 12,4 M€, et 60 dossiers pour les entreprises agroalimentaires pour un montant de 9,8 M€.

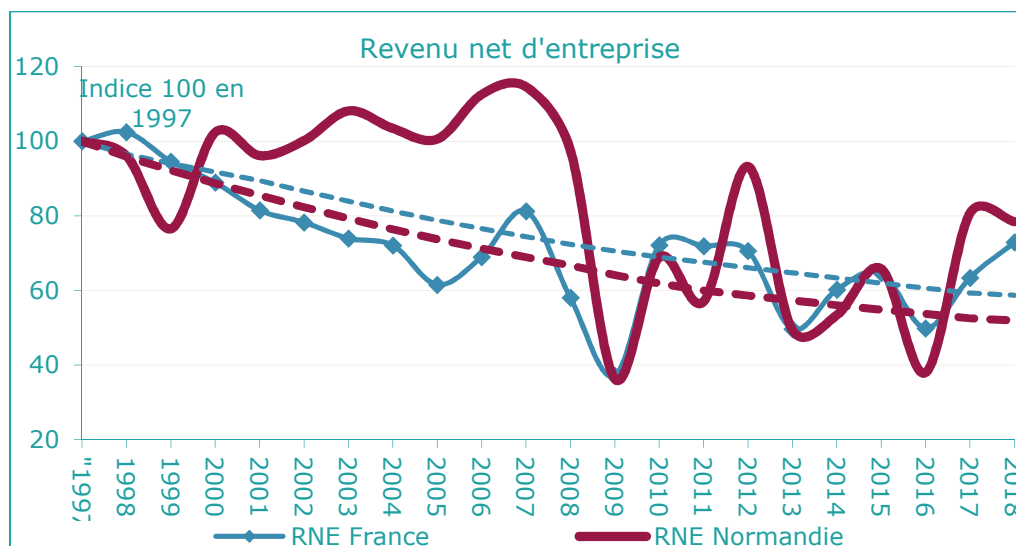
Le glyphosate dans tous les esprits

Cette molécule qui entre dans la composition de plus de 178 produits phytosanitaires autorisés en France a obtenu fin novembre 2017 une autorisation prolongée de 5 années supplémentaires à l'échelle européenne. La France a choisi de réduire cette période de prolongation à 3 ans sans toutefois l'inscrire dans la loi Alimentation.

Les prises de positions et les débats se sont cristallisés autour de ce produit, contribuant à «l'agribashing» de plus en plus marqué auquel l'agriculture et les agriculteurs font face.

Les comptes départementaux

Baisse tendancielle du revenu net d'entreprise depuis 20 ans

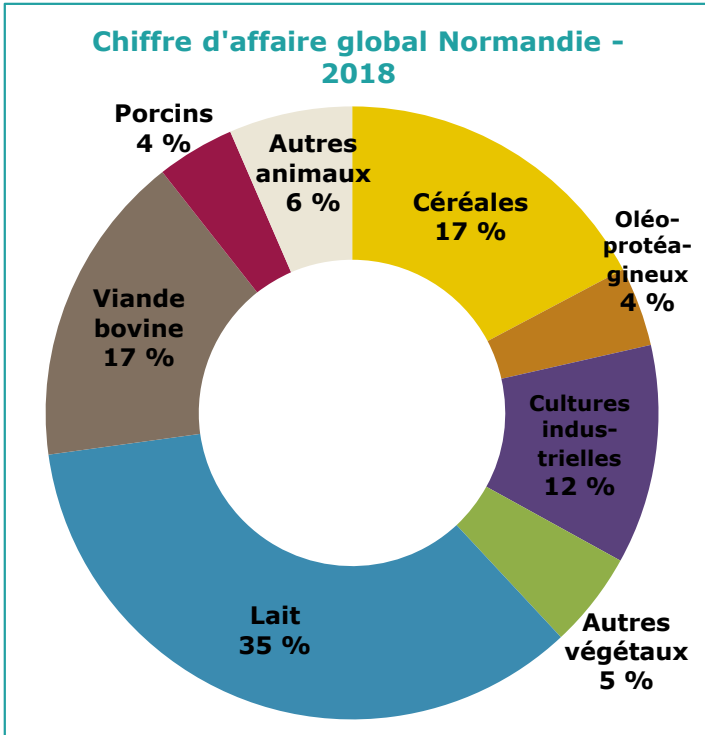


Depuis plus de 20 ans, le revenu agricole normand baisse, suivant l'évolution française. Toutefois, les variations sont plus importantes qu'au niveau national, de par l'importance de la production laitière, avec des impacts plus forts des crises de 2009 et 2016, mais aussi des céréales avec des prix et des rendements variables. Depuis 10 ans, le revenu est devenu de plus en plus instable, avec des variations très importantes entre les années.

Sommaire

Les comptes macroéconomiques		Les comptes microéconomiques	
Répartition du produit agricole normand	4	Méthodologie des comptes par système	8
Le revenu de la ferme normande	5	Résultat prévisionnel 2018 des 4 principaux systèmes normands	9
Variations des principaux postes	6	Variabilité des résultats au sein de systèmes	10
Méthodologie	12	Observatoire des charges de structure	11
Tableaux détaillés par territoire	13	Revenu et aides par système	11
Les indicateurs	19		
Zoom sur...			
Les nouvelles zones défavorisées en Normandie	20		

La Normandie, terre d'élevage

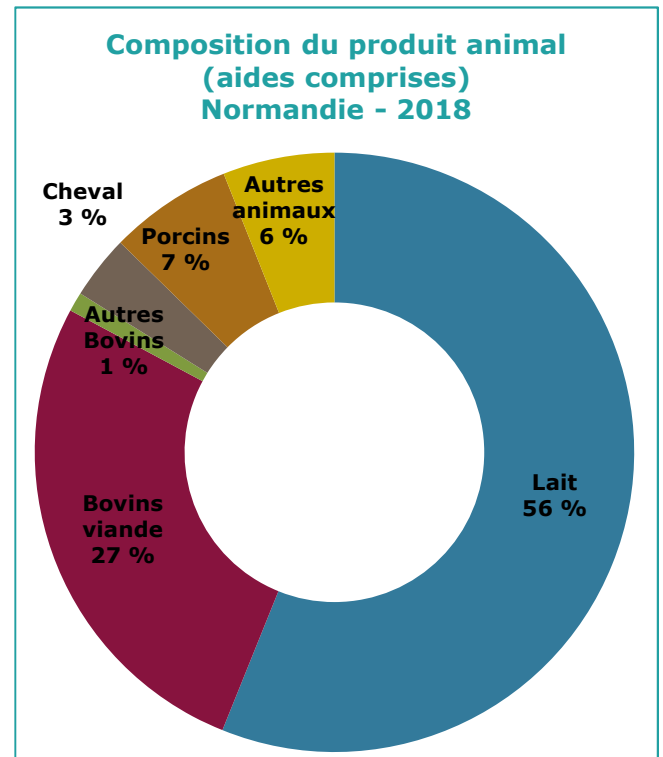
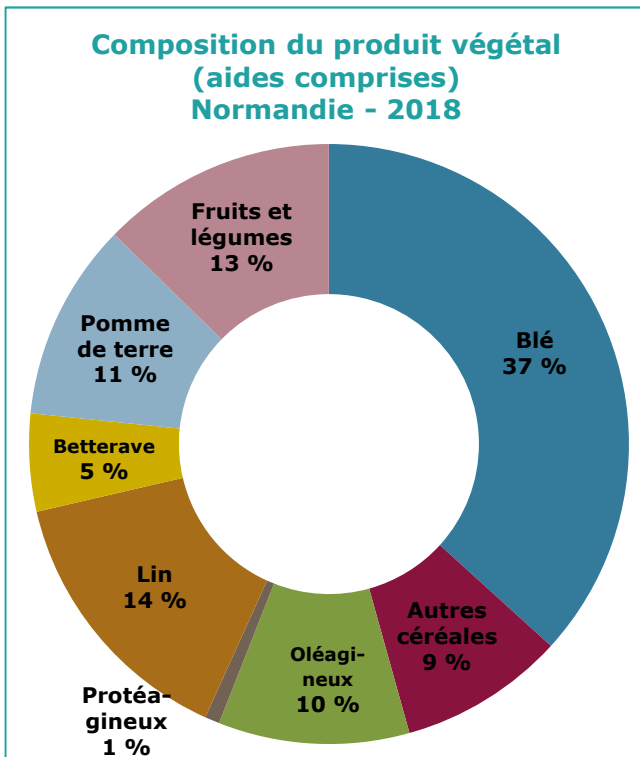


Le chiffre d'affaires agricole normand (hors aides), d'un montant de 4,02 milliards d'euros en 2018, est composé à 62 % de productions animales. Le lait est la production principale, loin devant les autres, puisque qu'il dégage un produit équivalent à la somme des deux productions suivantes que sont les céréales et la viande bovine.

Ce chiffre est en augmentation de 2 % par rapport à 2017, les principales augmentations se faisant en productions végétales (+ 5 % par rapport à 2017), alors que le produit animal est resté stable.

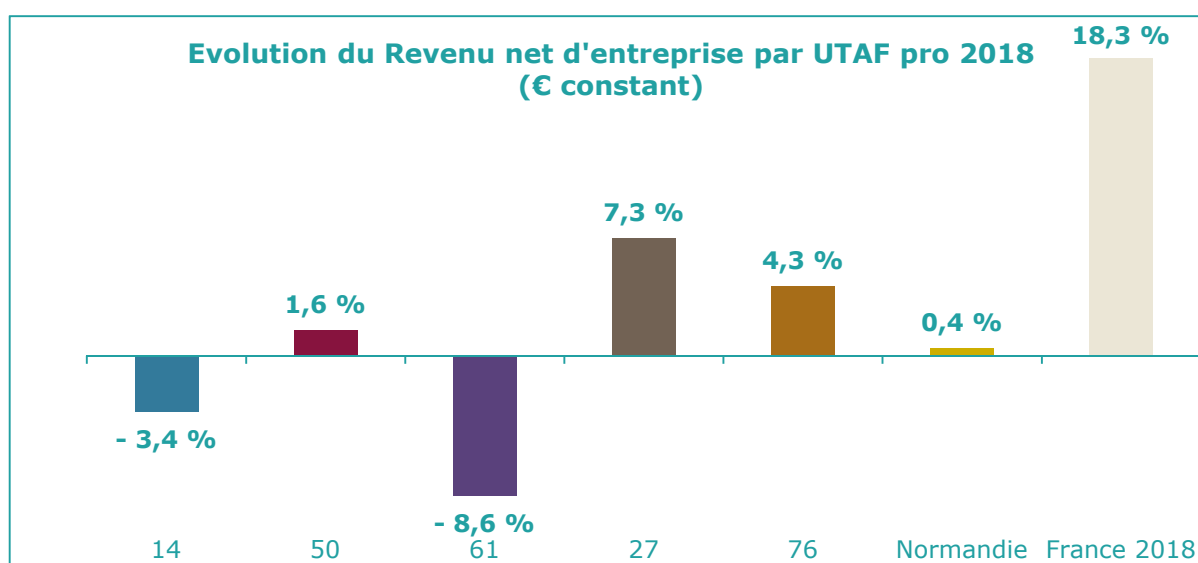
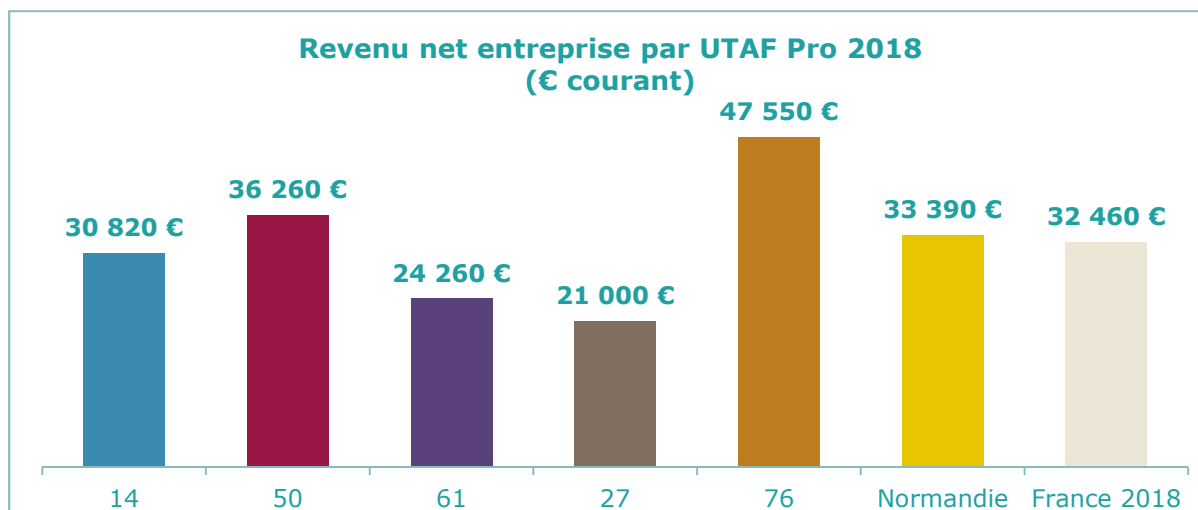
Le produit végétal (aides comprises) représente 1,53 milliard d'euros. Il est composé pour près de la moitié de céréales (46 %). Les cultures industrielles (lin, betteraves et pommes de terre) ont également une place importante puisqu'elles représentent 30 % du chiffre d'affaires végétal.

Le produit animal est tiré par le lait qui représente plus de la moitié de l'activité des productions animales normandes. D'une manière générale, les bovins sont très largement majoritaires dans les élevages en Normandie puisqu'ils représentent plus de 80 % du chiffre d'affaires animal. Dans le secteur équin, seule l'activité de naissance est intégrée dans ces comptes (voir méthode page 11).



Le revenu de la ferme normande

Le revenu net d'entreprise par actif non salarié des exploitations professionnelles normandes se situe légèrement au-dessus de la moyenne nationale (estimation Rica). Il y a cependant de fortes disparités entre les départements normands.



Le revenu net d'entreprise normand est quasi stable, alors que la hausse est très forte au niveau national.

Entre départements normands, les évolutions sont variables. L'Eure, la Seine-Maritime et la Manche affichent des hausses de revenu, pendant que le Calvados et l'Orne diminuent. Cela est dû principalement à la forte hausse du prix des céréales et pommes de terre, qui sont une part importante du revenu en ex Haute-Normandie. La Manche profite en plus des bons prix en productions légumières et également d'une hausse des volumes de lait. Quant à l'Orne et le Calvados, ils sont pénalisés par des consommations intermédiaires en hausse, notamment à cause des prix du pétrole.

Les principaux effets sur le revenu

Productions végétales : les prix tirent le revenu vers le haut

2018 sera marquée par une hausse marquée des prix des végétaux : + 15 %, qui vient largement compenser des rendements en baisse pour obtenir un produit végétal normand de + 5 % par rapport à 2017.

Malgré tout, des productions voient leur chiffre d'affaires diminuer. C'est notamment le cas des oléo-protéagineux, qui voient leur surface réduire d'année en année (- 4 340 ha par rapport à 2017). La betterave est quant à elle pénalisée par des prix toujours en baisse (- 14 % par rapport à 2017) et des surfaces en hausse même si la progression s'est nettement ralentie par rapport à 2017.

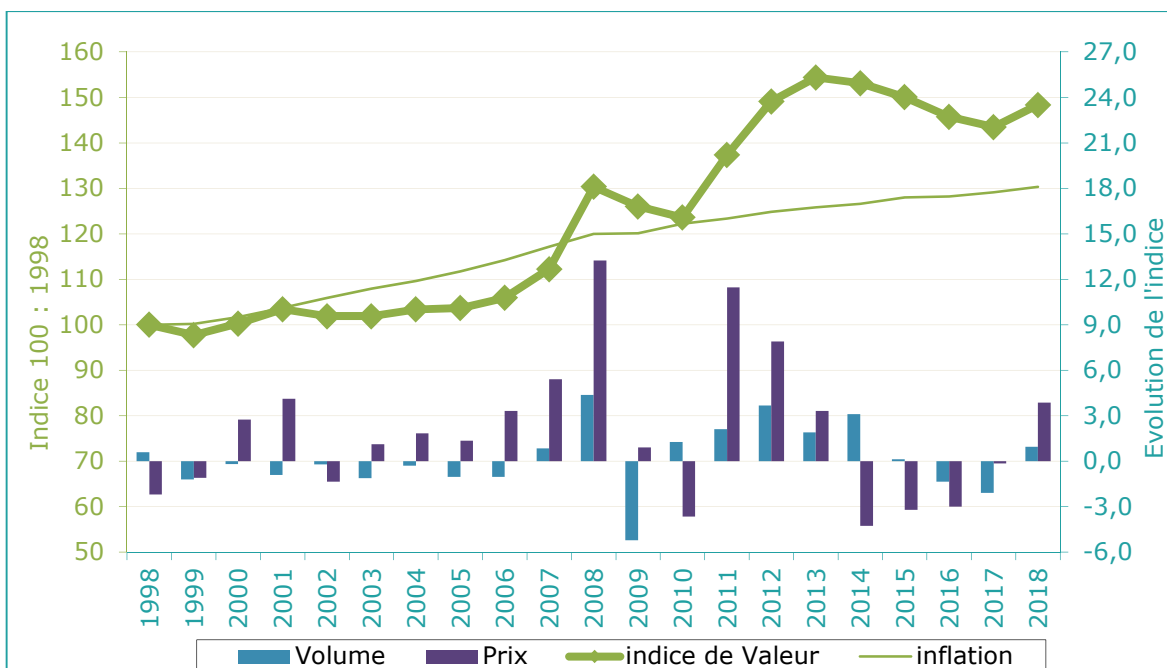
A l'inverse, le lin continue sa progression : c'est la culture pour laquelle l'augmentation de surfaces est la plus forte (+ 4 350 ha, soit + 7,2 %). Ajouté à cela des prix toujours en hausse, cette production occupe une place de plus en plus importante dans le chiffre d'affaires agricole normand (6 % en 2018).

Des productions animales stables

Peu de bouleversements en productions animales, le chiffre d'affaires lait progresse de 2 %, grâce à des volumes et des prix en légère hausse, cela représente tout de même une augmentation en valeur de plus de 25 M€. A l'inverse, le porc a pâti de prix à la baisse, annulant presque la hausse due au lait.

Les consommations intermédiaires repartent à la hausse

Après avoir connu un pic en 2013, les consommations intermédiaires baissaient tous les ans (- 6,4 % entre 2013 et 2017, soit 161 M€), mais elles sont reparties à la hausse en 2018 (+3,4 % par rapport à 2017). Cela s'explique principalement par la hausse des prix du pétrole, impactant le coût de l'énergie.

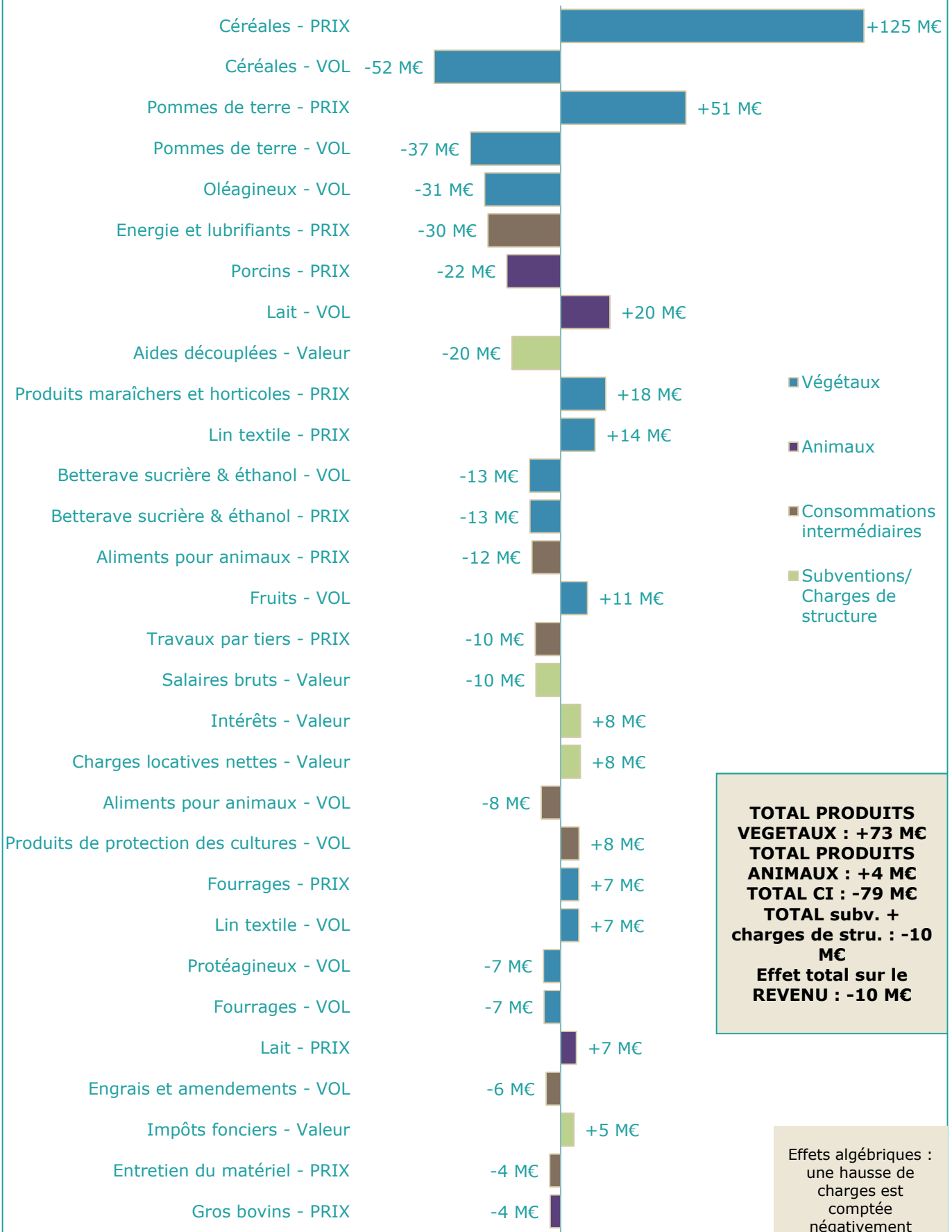


Il faut cependant noter la baisse en volume de 4 % du poste des phytosanitaires, qui se poursuit après la baisse de 2017.

Des aides découplées qui continuent de baisser

Les aides découplées affichent une baisse sensible de 20 M€ (- 4 %). Il y a deux raisons à cela : d'abord le transfert de fonds du premier vers le second pilier de la PAC et ensuite la convergence des aides au niveau national qui se poursuit.

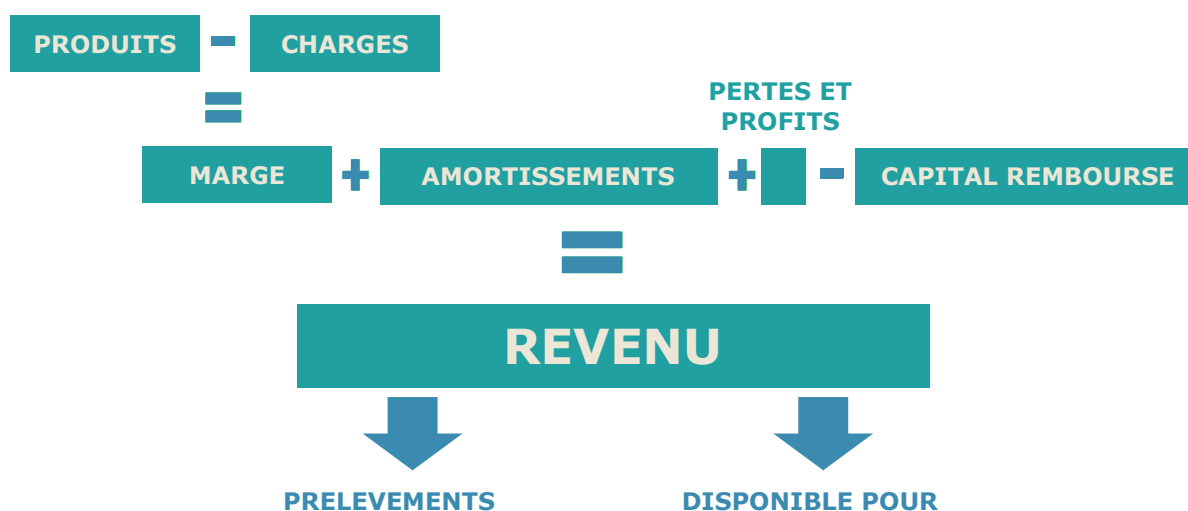
Principaux effets 2018/2017 Normandie



Les comptes par système d'exploitation normands

Méthode utilisée

UTILISATION DU REVENU



Cette étude porte sur les résultats définitifs de la campagne 2017/2018, c'est-à-dire ceux de la récolte 2017. En termes d'évolution, l'analyse couvre la période 2010-2018, sachant que les résultats de la campagne 2018/2019 (récolte 2018) sont prévisionnels.

Les systèmes présentés dans cette partie de synthèse représentent 53 % des 8 307 exploitations étudiées.

La prévision de résultats de la récolte 2018 est réalisée sur 4 systèmes spécialisés avec des clôtures le 31 décembre :

- céréales oléagineux protéagineux - OTEX 13 (303 exploitations) ;
- bovins spécialisés lait - OTEX 41 (423 exploitations) ;
- bovins viande - OTEX 42 (154 exploitations) ;
- système porc (26 exploitations).

Méthode utilisée

Depuis 1981, les Chambres d'agriculture de Normandie et le CER France-Normandie réalisent une analyse des résultats économiques des exploitations agricoles en gestion, classées par système de production. Cette approche sectorielle apporte un éclairage complémentaire aux comptes départementaux de l'agriculture (démarche macro-économique).

Les informations sont directement issues des comptabilités de gestion des exploitations de Normandie, après agrégation et tri en fonction de leur orientation technico-économique. Elles sont stockées par l'Atelier Régional de Traitement de l'Information des Centres d'Economie Rurale normands (ARTIC).

Les dates de clôture des comptabilités de l'échantillon s'échelonnent entre juillet et juin, ce qui oblige à travailler sur des résultats définitifs qui ont un an de retard sur l'actualité. C'est la raison pour laquelle les résultats de 2018/2019 sont prévisionnels.

Ce travail se fait à échantillon constant, par période de 2 ans, et permet la reconstitution de séries longues par la combinaison d'indices annuels d'évolution.

Les rémunérations d'associés, les intérêts de comptes associés et les mises à disposition sont comptabilisés dans le revenu.

Application à quatre systèmes de production : des évolutions contrastées

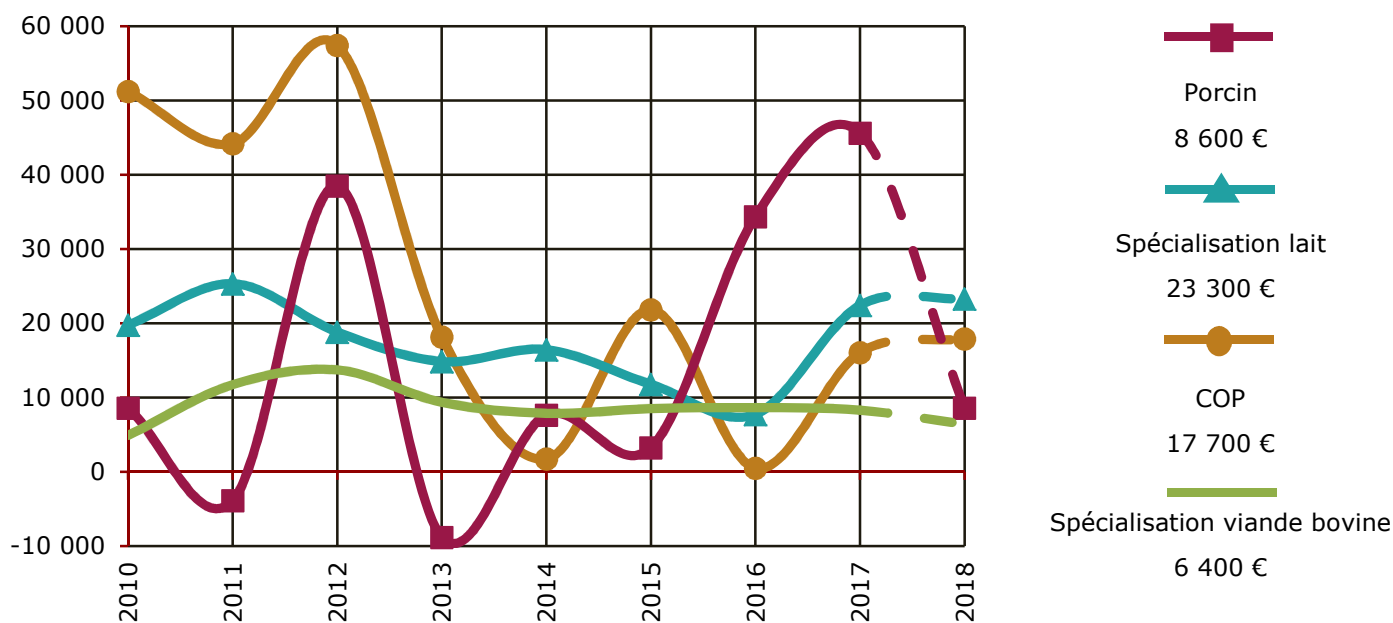
Les **systèmes laitiers** avaient retrouvé en 2017 le niveau de revenu qu'ils avaient connu de 2010 à 2012, après deux années noires 2015-2016. Les produits ont augmenté grâce à une légère augmentation de prix, mais surtout à la hausse des volumes livrés. Cependant, les dépenses d'aliment ont augmenté en volume et en prix, ce qui atténue une partie de la hausse des produits. L'année 2018 consolide cette position mais les volumes livrés sont variables selon les laiteries et il faudra faire attention aux coûts d'aliments en fin d'année !

Les exploitations céréalières (**céréales et oléo-protéagineux**) stabilisent leur position, à un niveau très inférieur au début de la décennie, mais supérieur aux années 2014 et 2016 où le revenu était tombé à zéro. Elles profitent de l'embellie des prix en céréales pour augmenter leur produit. Cette hausse est en partie amputée par l'augmentation des charges de structure due notamment au prix des carburants.

Les systèmes « **viande bovine** » (essentiellement allaitants dans l'échantillon) restent très stables sur la durée, toujours avec un revenu inférieur aux autres catégories. Toutefois, les prix des aliments et du pétrole pourraient sérieusement amputer le revenu si leur hausse se poursuit.

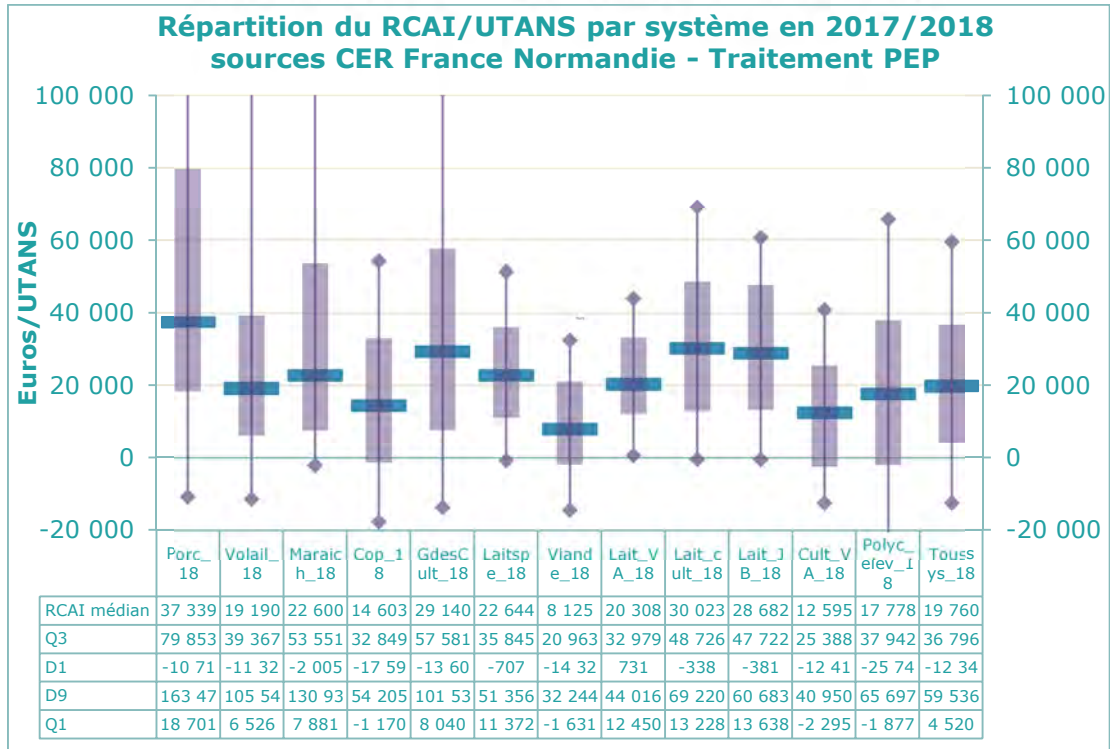
Le groupe « **porc** » affiche deux bonnes années en 2016 et en 2017, mais en 2018 le revenu est pratiquement divisé par trois. Le chiffre d'affaires a baissé de 10 % par rapport à 2017, compensé en partie par des achats moindres d'aliments. Comme pour les bovins, il faudra faire attention à la hausse du prix des céréales, qui pourrait avoir un impact important sur les aliments.

Revenu disponible par exploitation pour prélèvement et autofinancement
Clôtures 31 décembre

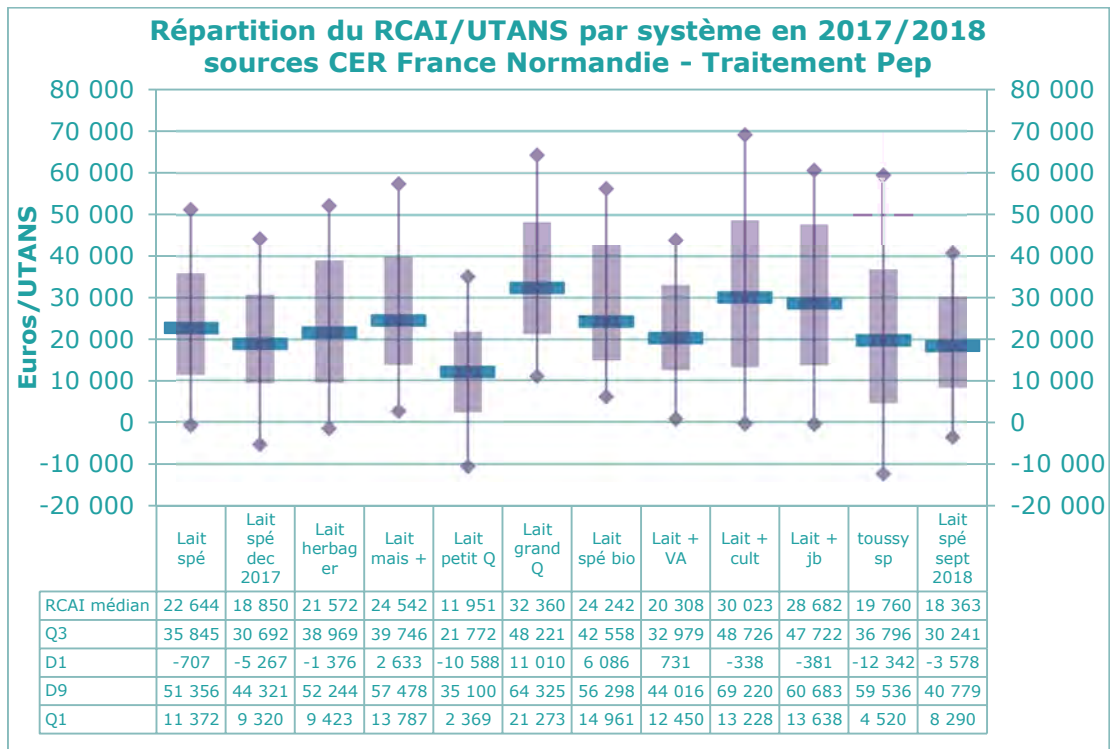


Ces résultats sont calculés sur des exploitations normandes moyennes. La situation 2018 est prévisionnelle.

Une grande variabilité des résultats au sein des systèmes



A l'intérieur de chaque système, les variations de revenu sont très importantes. On remarque cependant que les systèmes avec les variations les plus fortes sont ceux qui sont le moins soumis aux aides.



Si on redécoupe ces systèmes en sous-systèmes, comme ici dans le cas du lait, on remarque qu'il y a encore des variations, certes moins importantes qu'entre des productions différentes, mais qui sont tout de même nettement perceptibles.

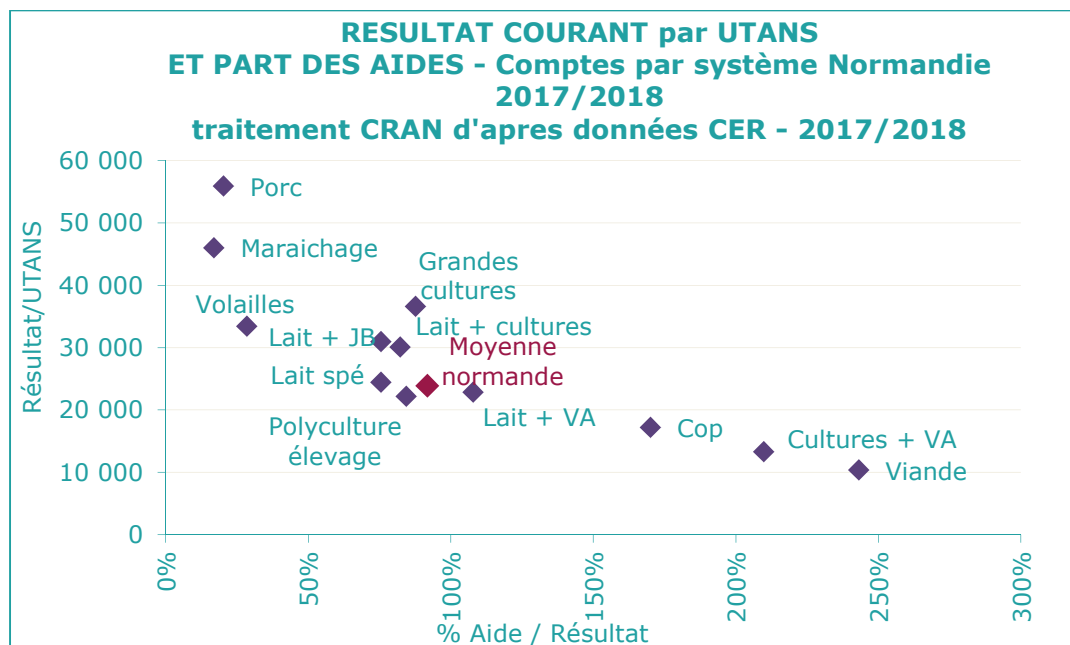
Charges de mécanisation : + 16 €/ha en 2017

	GROUPE		CHARGES DE MECA			EVOLUTION 2017 /2016					
	Nb expl.	SAU ha	€/ha	% Produit	% Charges structures	%	€/ha	Carburant €/ha	travaux/1/3 €/ha	entretien mat €/ha	amortissement €/ha
Maraichage	112	56	1 388	15%	28%	1,6%	22	26	3	-23	-17
Porc	119	78	1159	10%	31%	8,8%	94	14	8	35	37
Volailles	76	47	1086	10%	32%	4,8%	49	12	21	13	2
Grandes Cultures	656	162	731	29%	50%	4,6%	32	7	22	1	2
Polycultures élevage	1 464	102	699	21%	40%	2,8%	19	10	5	2	2
Lait + Jeunes Bovins	56	155	665	22%	46%	1,0%	7	16	-2	5	-11
Lait spécialisé	2 631	108	652	22%	46%	3,2%	20	11	5	7	-2
Lait + cultures	292	160	648	25%	49%	2,9%	18	8	9	5	-3
Ensemble	8 307	120	626	24%	46%	2,6%	16	8	8	3	-3
Cop	1 310	145	496	32%	53%	0,0%	0	4	6	0	-10
Lait + Vache Allaitantes	62	165	484	24%	48%	4,5%	21	10	2	5	3
Cultures + V. Allaitantes	178	111	450	28%	48%	1,4%	6	8	-3	5	-4
Bovins viandes	356	89	372	27%	44%	-0,1%	-1	6	-4	-2	-1

L'analyse des charges de mécanisation des 13 systèmes étudiés à partir des données transmises par le CER France Normandie révèle des différences de niveau entre les systèmes normands (de 372 à 1 388 €/ha), justifiées autant par la nature du système que par son niveau d'intensification.

En 2017, la mécanisation pèse 46 % des charges de structures des exploitations (y compris travaux par tiers) et 24 % du produit. Ce chiffre est en hausse de 2,6 % par rapport à 2016 et est principalement dû aux carburant et travaux par tiers (+ 8 € chacun).

Une dépendance toujours forte aux aides PAC



En Normandie, la dépendance aux aides est importante, puisqu'en moyenne, la part d'aides dans le résultat est proche de 100 %.

METHODE

des comptes départementaux

La méthodologie d'élaboration des comptes de l'agriculture s'inspire de la comptabilité nationale rénovée : "base 2000". A l'occasion d'un rebasement réalisé sur l'exercice 2008, la méthodologie utilisée par les Chambres d'agriculture de Normandie a fait l'objet d'adaptations, dans un double objectif de simplification et de cohérence avec les données observées dans les exploitations.

Optique production livrable

Les comptes de l'agriculture prennent en compte la production vendue et stockée sans l'autoconsommation. Le poste en volume résulte donc d'un effet surface, d'un effet rendement et d'un effet d'autoconsommation.

Intégration des aides directes dans le produit

Les produits sont valorisés au prix de base. Ce prix comprend le prix payé au producteur ainsi que les aides qui restent couplées et les pénalités laitières.

Intégration de produits supplémentaires

La production agricole comptabilise l'agritourisme mais n'intègre pas la production fermière ni l'activité des CUMA, des ETA et des centres d'insémination artificielle. Les consommations intermédiaires comportent la part de ces services (travaux par tiers, insémination...) achetée par les exploitations agricoles.

Estimation des variations de stocks

Les variations de stocks (animaux compris) sont valorisées au prix de vente moyen de l'année.

Calcul des amortissements

Les charges intègrent l'estimation de l'amortissement du matériel et des bâtiments utilisés dans les exploitations.

Revenu net par actif

Le principal indicateur de revenu est donné en valeur réelle, net des amortissements et par actif familial des exploitations professionnelles avant cotisation sociale de l'exploitant.

Règle des droits et obligations

Tout produit ou charge est rattaché à l'exercice qui l'a généré. Ainsi, les produits végétaux sont intégralement comptabilisés l'année de leur récolte (même s'ils sont vendus l'année suivante). Les produits animaux sont comptabilisés par année civile. Les consommations intermédiaires des cultures (semences, engrais) sont rattachées à l'année de récolte, les autres charges sont calées sur l'année civile.

Compte prévisionnel 2018 Calvados

PRODUCTIONS	Valeur 2017 (M€)	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
Céréales	109,0	91	124	123,3	113
Oléagineux	32,1	84	103	27,8	87
Protéagineux	5,9	61	106	3,8	65
Plantes industrielles (betterave, lin...)	46,0	100	96	44,1	96
Produits maraîchers et horticoles	25,5	100	107	27,3	107
Pommes de terre	5,9	60	159	5,7	96
Fruits	3,3	80	100	2,6	80
Autres produits végétaux	3,5	-	-	3,5	101
TOTAL PRODUITS VEGETAUX (hors aides)	231,1	91,3	112,9	238,1	103,0
Lait	233,8	100	101	235,4	101
Gros bovins	95,0	95	99	89,7	94
Veaux de boucherie	9,0	106	101	9,6	107
Porcins	19,6	96	88	16,6	85
Ovins	2,9	97	101	2,9	98
Volailles	4,2	101	99	4,2	100
Equins	38,8	103	100	40,2	104
Œufs	9,0	100	97	8,7	97
Autres produits animaux (yc animaux d'élevage)	8,2	-	-	8,7	106
TOTAL PRODUITS ANIMAUX (hors aides)	420,7	99,0	99,9	416,0	98,9
PRODUITS AGRICOLES (hors aides)	651,7 M€	96,2	104,3	654,1 M€	100,4
Aides végétales couplées	1,8			1,5	83
Aides animales couplées	10,5			10,0	96
ACTIVITE DE SERVICES (agrotourisme)	4,6	107,5	104,5	5,2	112,3
TOTAL PRODUITS AGRICOLES	668,6 M€			670,8 M€	100,3

CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	Valeur 2017 (M€)	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
Semences et plants	30,0	102	99	30,5	102
Energie et lubrifiants	42,4	101	112	47,9	113
Engrais et amendements	40,4	103	100	41,8	104
Produits de protection des cultures	33,2	95	100	31,6	95
Dépenses vétérinaires	15,5	98	102	15,5	100
Aliments pour animaux achetés	54,2	100	103	56,1	104
Entretien du matériel	30,2	103	103	32,0	106
Entretien des bâtiments	7,5	97	102	7,4	99
Services de la branche agricole	47,2	99	105	49,0	104
Autres biens et services	62,9	98	101	62,5	99
CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	363,5	99,9	103,1	374,2	103

INDICATEURS DE REVENU	Valeur 2017 (M€)	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
+ Production (hors TVA)	668,6	670,8	100,3
- Consommations intermédiaires (hors TVA)	363,5	374,2	103,0
VALEUR AJOUTEE BRUTE	305,2	296,6	97,2
- CCF	98,9	98,9	100
VALEUR AJOUTEE NETTE	206,3	197,7	95,9
+ Subventions d'exploitation	99,4	96,5	97
<i>Dont aides découplées</i>	86,4	82,3	95
- Charges salariales	72,4	73,5	101
- Impôts fonciers et autres impôts	22,2	19,8	90
- Intérêts	18,6	16,9	91
- Charges locatives nettes	42,2	40,9	97
REVENU NET D'ENTREPRISE (€ courants)	150,3	143,0	95,2

Prix du PIB
100,9

RNE des EA professionnelles (valeur constante)	144,2 M€	136,0 M€	94,3
UTA non salariées (exploitations professionnelles)	4 558	4 453	97,7
RNE par UTAF pro valeur constante	31 631 €	30 543 €	96,6

Compte prévisionnel 2018 Manche

PRODUCTIONS	Valeur 2017 (M€)	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
Céréales	45,8 M€	92	123	52,0 M€	114
Oléagineux	4,1 M€	93	104	3,9 M€	97
Protéagineux	0,2 M€	95	138	0,2 M€	131
Plantes industrielles (betterave, lin...)					
Produits maraîchers et horticoles	74,2 M€	99	120	87,9 M€	118
Pommes de terre	2,4 M€	76	178	3,2 M€	135
Fruits	6,4 M€	92	99	5,9 M€	92
Autres produits végétaux		-	-		
TOTAL PRODUITS VEGETAUX (hors aides)	133,1 M€	95,5	120,5	153,2 M€	115,1
Lait	594,4 M€	103	100	615,9 M€	104
Gros bovins	168,6 M€	105	99	175,5 M€	104
Veaux de boucherie	37,2 M€	91	101	34,0 M€	92
Porcins	98,9 M€	101	88	88,2 M€	89
Ovins	5,9 M€	100	101	6,0 M€	101
Volailles	32,5 M€	100	100	32,3 M€	100
Equins	10,1 M€	103	92	9,6 M€	95
Œufs	23,4 M€	100	97	22,6 M€	97
Autres produits animaux (yc animaux d'élevage)	-2,7 M€	-	-	-1,2 M€	44
TOTAL PRODUITS ANIMAUX (hors aides)	968,2 M€	102,7	98,8	982,9 M€	101,5
PRODUITS AGRICOLES (hors aides)	1 101,3 M€	101,9	101,3	1 136,1 M€	103,2
Aides végétales couplées	1,3 M€			0,2 M€	17
Aides animales couplées	12,7 M€			12,3 M€	97
ACTIVITE DE SERVICES (agrotourisme)	2,6 M€	99,0	102,5	2,6 M€	101,5
TOTAL PRODUITS AGRICOLES	1 117,9 M€			1 151,2 M€	103,0

CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	Valeur 2017 (M€)	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
Semences et plants	41,1 M€	103	99	41,9 M€	102
Energie et lubrifiants	53,5 M€	104	112	61,9 M€	116
Engrais et amendements	42,2 M€	100	101	42,6 M€	101
Produits de protection des cultures	21,5 M€	100	100	21,5 M€	100
Dépenses vétérinaires	37,1 M€	99	102	37,5 M€	101
Aliments pour animaux achetés	263,2 M€	102	102	274,0 M€	104
Entretien du matériel	39,2 M€	100	103	40,2 M€	103
Entretien des bâtiments	17,5 M€	104	102	18,6 M€	106
Services de la branche agricole	84,3 M€	102	102	87,6 M€	104
Autres biens et services	65,7 M€	100	102	67,2 M€	102
CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	665,4 M€	101,9	102,3	693,1 M€	104,2

INDICATEURS DE REVENU	Valeur 2017 (M€)	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
+ Production (hors TVA)	1 117,9 M€	1 151,2 M€	103
- Consommations intermédiaires (hors TVA)	665,4 M€	693,1 M€	104,2
VALEUR AJOUTEE BRUTE	452,5 M€	458,1 M€	101,2
- CCF	142,0 M€	143,4 M€	101
VALEUR AJOUTEE NETTE	310,6 M€	314,7 M€	101,3
+ Subventions d'exploitation	113,8 M€	108,6 M€	95
<i>Dont aides découplées</i>	<i>102,9 M€</i>	<i>97,7 M€</i>	95
- Charges salariales	65,6 M€	69,6 M€	106
- Impôts fonciers et autres impôts	16,1 M€	16,0 M€	99
- Intérêts	21,0 M€	19,3 M€	92
- Charges locatives nettes	53,2 M€	51,6 M€	97
REVENU NET D'ENTREPRISE (€ courants)	268,5 M€	266,8 M€	99,4

Prix du PIB
100,9

RNE des EA professionnelles (valeur constante)	258,5 M€	254,7 M€	98,5
UTA non salariées (exploitations professionnelles)	7 306	7 087	97,0
RNE par UTAF pro valeur constante	35 383 €	35 934 €	101,6

Compte prévisionnel 2018 Orne

PRODUCTIONS	Valeur 2017 (M€)	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
Céréales	100,0 M€	88	124	109,2 M€	109
Oléagineux	35,8 M€	78	101	28,2 M€	79
Protéagineux	4,5 M€	58	103	2,7 M€	60
Plantes industrielles (betterave, lin...)	7,1 M€	105	95	7,0 M€	100
Produits maraîchers et horticoles	6,9 M€	100	102	7,0 M€	102
Pommes de terre	0,1 M€	100	170	0,1 M€	170
Fruits	5,1 M€	89	101	4,6 M€	90
Autres produits végétaux		-	-		
TOTAL PRODUITS VEGETAUX (hors aides)	159,4 M€	86,3	115,4	158,8 M€	99,6
Lait	252,5 M€	101	100	257,0 M€	102
Gros bovins	169,5 M€	101	99	170,5 M€	101
Veaux de boucherie	9,9 M€	107	101	10,8 M€	109
Porcins	27,4 M€	100	88	24,1 M€	88
Ovins	3,2 M€	100	101	3,2 M€	101
Volailles	28,4 M€	100	99	28,2 M€	99
Equins	33,1 M€	98	101	32,7 M€	99
Œufs	3,9 M€	100	99	3,8 M€	99
Autres produits animaux (yc animaux d'élevage)	-8,1 M€	-	-	-9,5 M€	117
TOTAL PRODUITS ANIMAUX (hors aides)	519,6 M€	100,9	99,3	520,8 M€	100,2
PRODUITS AGRICOLES (hors aides)	679,0 M€	97,5	102,6	679,6 M€	100,1
Aides végétales couplées	0,7 M€			0,6 M€	81
Aides animales couplées	11,9 M€			11,5 M€	96
ACTIVITE DE SERVICES (agrotourisme)	2,1 M€	107,8	104,5	2,3 M€	112,7
TOTAL PRODUITS AGRICOLES	693,7 M€			693,9 M€	100,0

CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	Valeur 2017 (M€)	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
Semences et plants	22,4 M€	99	99	22,2 M€	99
Energie et lubrifiants	45,0 M€	100	113	50,5 M€	112
Engrais et amendements	40,8 M€	102	100	41,7 M€	102
Produits de protection des cultures	35,8 M€	98	100	35,2 M€	98
Dépenses vétérinaires	17,7 M€	99	102	17,9 M€	101
Aliments pour animaux achetés	109,9 M€	101	103	113,9 M€	104
Entretien du matériel	40,0 M€	100	102	41,1 M€	103
Entretien des bâtiments	8,1 M€	100	102	8,3 M€	102
Services de la branche agricole	69,9 M€	100	104	72,2 M€	103
Autres biens et services	46,8 M€	98	101	46,5 M€	99
CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	436,6 M€	99,8	103,2	449,4 M€	102,9

INDICATEURS DE REVENU	Valeur 2017 (M€)	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
+ Production (hors TVA)	693,7 M€	693,9 M€	100
- Consommations intermédiaires (hors TVA)	436,6 M€	449,4 M€	102,9
VALEUR AJOUTEE BRUTE	257,2 M€	244,5 M€	95,1
- CCF	113,6 M€	114,8 M€	101
VALEUR AJOUTEE NETTE	143,5 M€	129,7 M€	90,4
+ Subventions d'exploitation	114,2 M€	111,4 M€	98
<i>Dont aides découplées</i>	91,7 M€	87,3 M€	95
- Charges salariales	51,0 M€	52,0 M€	102
- Impôts fonciers et autres impôts	17,6 M€	16,1 M€	91
- Intérêts	18,4 M€	16,8 M€	91
- Charges locatives nettes	46,5 M€	44,7 M€	96
REVENU NET D'ENTREPRISE (€ courants)	124,2 M€	111,6 M€	89,9

Prix du PIB
100,9

RNE des EA professionnelles (valeur constante)	119,2 M€	106,2 M€	89,1
UTA non salariées (exploitations professionnelles)	4 530	4 416	97,5
RNE par UTAF pro valeur constante	26 310 €	24 044 €	91,4

Compte prévisionnel 2018 Eure

PRODUCTIONS	Valeur 2017 (M€)	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
Céréales	198,3 M€	94,7 M€	120,5 M€	226,3 M€	114
Oléagineux	77,2 M€	84,9 M€	99,1 M€	64,9 M€	84
Protéagineux	5,3 M€	67,5 M€	99,4 M€	3,6 M€	67
Plantes industrielles (betterave, lin...)	97,4 M€	94,4 M€	99,0 M€	91,1 M€	94
Produits maraîchers et horticoles	4,9 M€	94,0 M€	106,4 M€	4,9 M€	100
Pommes de terre	37,3 M€	78,8 M€	128,2 M€	37,7 M€	101
Fruits	3,0 M€	208,2 M€	99,1 M€	6,2 M€	206
Autres produits végétaux	6,1 M€	-	-	6,7 M€	110
TOTAL PRODUITS VEGETAUX (hors aides)	429,6 M€	90,6 M€	113,4 M€	441,4 M€	102,8
Lait	77,1 M€	100,5 M€	100,5 M€	77,9 M€	101
Gros bovins	40,2 M€	101,0 M€	99,5 M€	40,4 M€	100
Veaux de boucherie	0,7 M€	103,4 M€	101,0 M€	0,7 M€	104
Porcins	12,5 M€	103,3 M€	88,2 M€	11,4 M€	91
Ovins	2,4 M€	86,3 M€	102,1 M€	2,1 M€	88
Volailles	4,1 M€	107,5 M€	98,9 M€	4,4 M€	106
Equins	3,0 M€	100,0 M€	100,0 M€	3,1 M€	101
Œufs	9,4 M€	100,0 M€	98,0 M€	9,2 M€	98
Autres produits animaux (yc animaux d'élevage)	9,6 M€	-	-	9,3 M€	97
TOTAL PRODUITS ANIMAUX (hors aides)	159,1 M€	100,9 M€	98,8 M€	158,5 M€	99,6
PRODUITS AGRICOLES (hors aides)	588,7 M€	93,4 M€	109,2 M€	600,0 M€	101,9
Aides végétales couplées	1,3 M€			1,1 M€	85
Aides animales couplées	5,1 M€			5,0 M€	97
ACTIVITE DE SERVICES (agrotourisme)	2,9 M€	107,8 M€	100,0 M€	3,1 M€	107,8
TOTAL PRODUITS AGRICOLES	598,0 M€			609,1 M€	101,9

CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	Valeur 2017 (M€)	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
Semences et plants	29,8 M€	99	99	29,2 M€	98
Energie et lubrifiants	32,6 M€	100	113	36,7 M€	113
Engrais et amendements	53,0 M€	105	100	55,6 M€	105
Produits de protection des cultures	62,7 M€	93	100	58,3 M€	93
Dépenses vétérinaires	5,9 M€	97	102	5,8 M€	99
Aliments pour animaux achetés	51,3 M€	101	102	52,9 M€	103
Entretien du matériel	28,9 M€	104	103	30,9 M€	107
Entretien des bâtiments	7,4 M€	95	102	7,2 M€	97
Services de la branche agricole	67,3 M€	102	104	71,0 M€	106
Autres biens et services	34,7 M€	100	102	35,4 M€	102
CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	373,6 M€	100,3	102,2	383,1 M€	102,6

INDICATEURS DE REVENU	Valeur 2017 (M€)	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
+ Production (hors TVA)	598,0 M€	609,1 M€	101,9
- Consommations intermédiaires (hors TVA)	373,6 M€	383,1 M€	102,5
VALEUR AJOUTEE BRUTE	224,5 M€	226,0 M€	100,7
- CCF	119,4 M€	119,4 M€	100
VALEUR AJOUTEE NETTE	105,1 M€	106,6 M€	101,5
+ Subventions d'exploitation	92,4 M€	89,9 M€	97
<i>Dont aides découplées</i>	87,7 M€	84,8 M€	97
- Charges salariales	51,5 M€	51,5 M€	100
- Impôts fonciers et autres impôts	17,3 M€	15,5 M€	90
- Intérêts	17,2 M€	15,6 M€	91
- Charges locatives nettes	44,3 M€	42,9 M€	97
REVENU NET D'ENTREPRISE (€ courants)	67,2 M€	71,1 M€	105,8

Prix du PIB
100,9

RNE des EA professionnelles (valeur constante)	65,6 M€	68,8 M€	104,9
UTA non salariées (exploitations professionnelles)	3 379	3 305	97,8
RNE par UTAF pro valeur constante	19 403 €	20 811 €	107,3

Compte prévisionnel 2018 Seine-Maritime

PRODUCTIONS	Valeur 2017 (M€)	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
Céréales	167,4 M€	90	121	182,4 M€	109
Oléagineux	38,4 M€	84	98	31,5 M€	82
Protéagineux	2,8 M€	61	105	1,8 M€	64
Plantes industrielles (betterave, lin...)	156,8 M€	99	104	161,3 M€	103
Produits maraîchers et horticoles	30,8 M€	100	105	32,3 M€	105
Pommes de terre	101,8 M€	74	152	115,2 M€	113
Fruits	5,5 M€	273	93	13,9 M€	253
Autres produits végétaux	0,7 M€	-	-	0,8 M€	117
TOTAL PRODUITS VEGETAUX (hors aides)	504,2 M€	91,6	116,7	539,1 M€	106,9
Lait	211,9 M€	99	100	210,3 M€	99
Gros bovins	129,4 M€	97	100	124,7 M€	96
Veaux de boucherie	9,3 M€	104	101	9,8 M€	105
Porcins	28,0 M€	100	89	24,9 M€	89
Ovins	4,1 M€	100	102	4,2 M€	103
Volailles	3,6 M€	107	99	3,8 M€	106
Equins	0,4 M€	100	101	0,4 M€	101
Œufs	1,7 M€	100	99	1,7 M€	99
Autres produits animaux (yc animaux d'élevage)	28,7 M€	-	-	31,1 M€	108
TOTAL PRODUITS ANIMAUX (hors aides)	417,2 M€	99,6	98,9	411,0 M€	98,5
PRODUITS AGRICOLES (hors aides)	921,3 M€	95,3	108,3	950,1 M€	103,1
Aides végétales couplées	0,8 M€			0,7 M€	83
Aides animales couplées	11,0 M€			10,5 M€	96
ACTIVITE DE SERVICES (agrotourisme)	2,0 M€	100,0	100,0	2,0 M€	100
TOTAL PRODUITS AGRICOLES	935,1 M€			963,3 M€	103

CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	Valeur 2017 (M€)	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
Semences et plants	51,2 M€	105	99	53,4 M€	104
Energie et lubrifiants	66,2 M€	103	112	76,3 M€	115
Engrais et amendements	66,2 M€	102	100	67,6 M€	102
Produits de protection des cultures	56,8 M€	98	100	55,6 M€	98
Dépenses vétérinaires	18,6 M€	99	102	18,8 M€	101
Aliments pour animaux achetés	104,2 M€	100	102	105,7 M€	101
Entretien du matériel	37,7 M€	100	103	38,7 M€	103
Entretien des bâtiments	6,8 M€	97	102	6,8 M€	99
Services de la branche agricole	59,2 M€	101	103	61,3 M€	103
Autres biens et services	44,7 M€	101	101	45,8 M€	102
CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	511,8 M€	100,9	102,6	530,0 M€	103,6

INDICATEURS DE REVENU	Valeur 2017 (M€)	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
+ Production (hors TVA)	935,1 M€	963,3 M€	103
- Consommations intermédiaires (hors TVA)	511,8 M€	530,0 M€	103,6
VALEUR AJOUTEE BRUTE	423,4 M€	433,3 M€	102,3
- CCF	100,4 M€	100,9 M€	101
VALEUR AJOUTEE NETTE	322,9 M€	332,4 M€	102,9
+ Subventions d'exploitation	101,8 M€	98,3 M€	97
<i>Dont aides découplées</i>	<i>97,7 M€</i>	<i>94,3 M€</i>	<i>96</i>
- Charges salariales	68,1 M€	70,3 M€	103
- Impôts fonciers et autres impôts	24,6 M€	24,8 M€	101
- Intérêts	26,3 M€	24,7 M€	94
- Charges locatives nettes	59,4 M€	57,5 M€	97
REVENU NET D'ENTREPRISE (€ courants)	246,2 M€	253,4 M€	102,9

Prix du PIB
100,9

RNE des EA professionnelles (valeur constante)	236,3 M€	241,0 M€	102
UTA non salariées (exploitations professionnelles)	5 229	5 114	97,8
RNE par UTAF pro valeur constante	45 189 €	47 127 €	104,3

Compte prévisionnel 2018 Normandie

PRODUCTIONS	Valeur 2017 (M€)	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
Céréales	620,5 M€	92	122	693,2 M€	112
Oléagineux	187,6 M€	83	100	156,3 M€	83
Protéagineux	18,7 M€	63	103	12,1 M€	65
Plantes industrielles (betterave, lin...)	307,3 M€	98	101	303,5 M€	99
Produits maraîchers et horticoles	142,3 M€	99	113	159,3 M€	112
Pommes de terre	147,5 M€	75	147	161,9 M€	110
Fruits	23,3 M€	148	97	33,2 M€	143
Autres produits végétaux	10,2 M€	-	-	11,0 M€	107
TOTAL PRODUITS VEGETAUX (hors aides)	1 457,3 M€	91,1	115,3	1 530,6 M€	105,0
Lait	1 369,8 M€	101	101	1 396,5 M€	102
Gros bovins	602,7 M€	100	99	600,9 M€	100
Veaux de boucherie	66,1 M€	97	101	64,9 M€	98
Porcins	186,4 M€	100	88	165,1 M€	89
Ovins	18,5 M€	98	102	18,4 M€	99
Volailles	72,8 M€	101	99	73,0 M€	100
Equins	85,5 M€	101	100	86,0 M€	101
Œufs	47,4 M€	100	97	46,1 M€	97
Autres produits animaux (yc animaux d'élevage)	35,7 M€	-	-	38,3 M€	107
TOTAL PRODUITS ANIMAUX (hors aides)	2 484,8 M€	100,9	99,2	2 489,2 M€	100,2
PRODUITS AGRICOLES (hors aides)	3 942,1 M€	97,3	104,8	4 019,8 M€	102,0
Aides végétales couplées	6,0 M€			4,1 M€	68
Aides animales couplées	51,3 M€			49,3 M€	96
ACTIVITE DE SERVICES (agrotourisme)	14,1 M€	105,0	102,6	15,2 M€	107,7
TOTAL PRODUITS AGRICOLES	4 013,4 M€			4 088,4 M€	101,9

CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	Valeur 2017 (M€)	Indice volume	Indice prix	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
Semences et plants	174,5 M€	102	99	177,1 M€	101
Energie et lubrifiants	239,8 M€	102	112	273,3 M€	114
Engrais et amendements	242,6 M€	102	100	249,4 M€	103
Produits de protection des cultures	210,1 M€	96	100	202,2 M€	96
Dépenses vétérinaires	94,8 M€	99	102	95,5 M€	101
Aliments pour animaux achetés	582,9 M€	101	102	602,6 M€	103
Entretien du matériel	176,1 M€	101	102	183,1 M€	104
Entretien des bâtiments	47,3 M€	100	102	48,2 M€	102
Services de la branche agricole	327,8 M€	101	103	341,1 M€	104
Autres biens et services	254,9 M€	99	102	257,4 M€	101
CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	2 350,8 M€	100,7	102,7	2 429,9 M€	103,4

INDICATEURS DE REVENU	Valeur 2017 (M€)	Valeur 2018 (M€)	Indice valeur
+ Production (hors TVA)	4 013,4 M€	4 088,4 M€	101,9
- Consommations intermédiaires (hors TVA)	2 350,8 M€	2 429,9 M€	103,4
VALEUR AJOUTEE BRUTE	1 662,6 M€	1 658,5 M€	99,8
- CCF	574,3 M€	577,3 M€	101
VALEUR AJOUTEE NETTE	1 088,4 M€	1 081,2 M€	99,3
+ Subventions d'exploitation	521,5 M€	504,8 M€	97
<i>Dont aides découplées</i>	466,4 M€	446,3 M€	96
- Charges salariales	308,7 M€	316,9 M€	103
- Impôts fonciers et autres impôts	97,7 M€	92,2 M€	94
- Intérêts	101,5 M€	93,3 M€	92
- Charges locatives nettes	245,7 M€	237,6 M€	97
REVENU NET D'ENTREPRISE (€ courants)	856,3 M€	846,0 M€	98,8

Prix du PIB
100,9

RNE des EA professionnelles (valeur constante)	823,8 M€	806,7 M€	97,9
UTA non salariées (exploitations professionnelles)	25 003	24 376	97,5
RNE par UTAF pro valeur constante	32 946 €	33 093 €	100,4

Indicateurs clés en Normandie

76 000 emplois directs dans le secteur agricole et agroalimentaire (hors service)

	2017*	%	% France
Emplois totaux	1 279 694	100 %	100 %
Emplois agricoles	40 430	3,2 %	2,3 %
Emplois IAA	35 634	2,8 %	2,1 %

INSEE* 31 décembre 2017, tableaux économiques

Les exploitations professionnelles occupent 93 % de la SAU

RA 2010	Nombre 2010	Tendance / an (2010-2000)	SAU moyenne 2010
Exploitations moyennes et grandes	19 879	- 2,3 %	93,4 ha
Exploitations petites*	15 490	- 4,9 %	7,9 ha

* Production brute standard < à 25 000 €

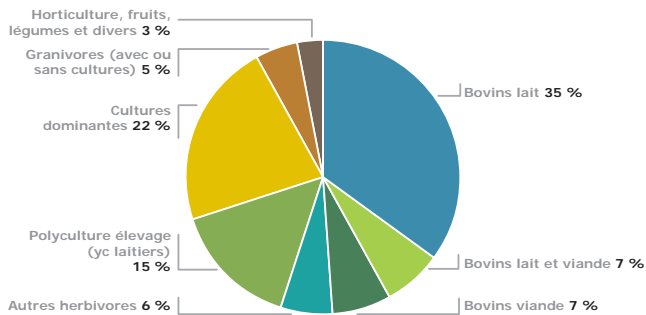
RA 2000 et 2010

Le salariat agricole normand progresse

	Nombre 2017	Tendance / an (2007-2017)
Emplois salariés agricoles (nombre de postes)	14 774	0,6 %

INSEE, tableaux économiques

Des exploitations de polycultures et d'élevage



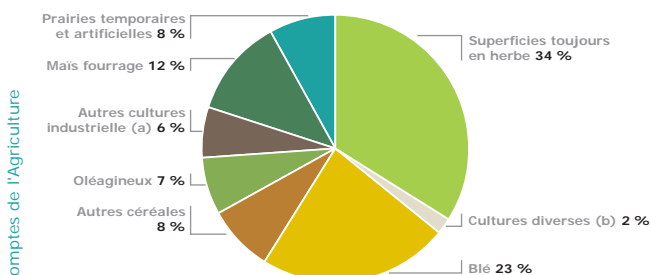
RA 2010, 19 879 exploitations moyennes et grandes

Réduction tendancielle des effectifs animaux sauf en vaches et en volailles

2017	Effectifs présents (têtes)	Densité/ km ² de SAU	Évolution annuelle moyenne des effectifs 2012-2017	Densité France
Vaches laitières	574 238	28	0,2 %	12
Vaches allaitantes	250 194	12	0,7 %	14
Autres bovins	1 356 813	65	- 0,4 %	39
Ovins	153 557	7	- 3,4 %	24
Porcins	676 470	32	- 1,2 %	45
Poulets de chair	5 587 000	268	0,6 %	548
Équins	78 338	4	- 1,5 %	1

SAA 2017

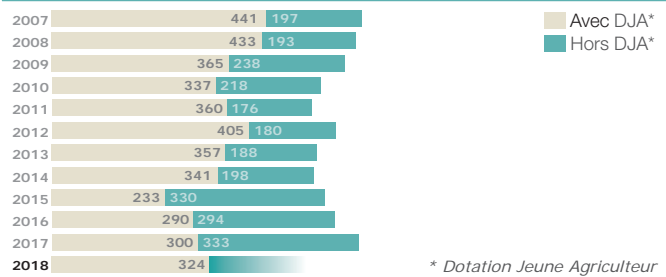
Un assolement diversifié avec une part importante d'herbe



(a) : Pois, lin, betterave (b) : Maraîchage, Fruits, Pommes de terre

Comptes de l'Agriculture

Nombre d'installations de moins de 40 ans



* Dotation Jeune Agriculteur

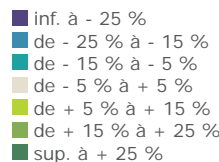
Chambres d'agriculture

Les démarches	Nombre d'exploit.	
CBPE Chartre de bonnes pratiques d'élevage 2018	8 221	
PCEA	Aides à l'investissement exploitations (mesures 411) - Engagements 2018	586 34 920 K€
	Aides à l'investissement transformation à la ferme - Engagements 2018	79 3 650 K€
MAEC	Engagements 2015 : nb de contrats et montants pour 5 ans	2 007 71 060 K€
	Engagements 2016-2018 : nb de contrats et montants pour 5 ans (prévisions)	2 202 64 560 K€
AB Conversion Engagements 2015	416	11 110 K€
AB Maintien Engagements 2015	518	11 290 K€
AB Conversion & Maintien	Engagements 2015	934 22 403 K€
	Engagements 2016-2018 Prévisionnel	1 766 42 100 K€
AB Agriculture biologique : nb d'exploitations et surface (yc conversion) en 2017	1 604	85 425 ha

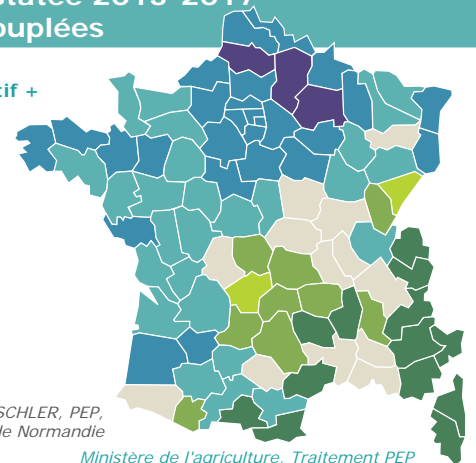
Région Normandie - GIE Prolaivia HN - Cirivbn - Agence Bio

Évolution constatée 2013-2017 des aides découplées

(DPB + Aide verte + Paiement redistributif + Aide JA de 1^{er} pilier)



Normandie : - 18 %



Cartographie : Jean HIRSCHLER, PEP, Chambres d'agriculture de Normandie

Ministère de l'Agriculture, Traitement PEP

Aides découplées

2017	Nombre de bénéficiaires	Montant (K€)	Valeur par bénéficiaire	
			Normandie	France
Droit Paiement Base	24 493	241 600	9 860 €	9 670 €
Aide Verte	24 444	165 100	6 760 €	6 630 €
Paiement redistributif	24 493	53 100	2 170 €	2 210 €
Paiement JA	1 761	3 700	2 110 €	2 030 €
Total paiements découplés		463 500		

Ministère de l'Agriculture (paiements au 30 juin 2018)

Répartition de la surface

Hectare	2017	Évolution annuelle en ha/an 2012-2017
SAU département	2 081 760	- 5 646
Dont surface toujours en herbe	742 330	- 11 290
Surfaces boisées	516 850	969
Autres surfaces	408 736	4 677
Surface Totale	3 007 346	

SAA 2017

Zoom sur...

La nouvelle carte des zones défavorisées en Normandie

La révision du découpage géographique des zones défavorisées dans la PAC est enfin terminée, après une phase de calage entre Paris et Bruxelles qui a duré plusieurs années. Dès 2019, les agriculteurs pourront demander les Indemnités Compensatoires de Handicap Naturel (ICHN) selon cette nouvelle cartographie.

En France, le nombre de communes incluses augmente d'un quart. En Normandie il est multiplié par deux, et très peu de communes sortent, par rapport à l'ancien zonage.

La réforme concerne toutes les zones hors montagne et s'applique à partir des déclarations PAC 2019.

Elle conditionne la perception de l'ICHN et le niveau de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA).

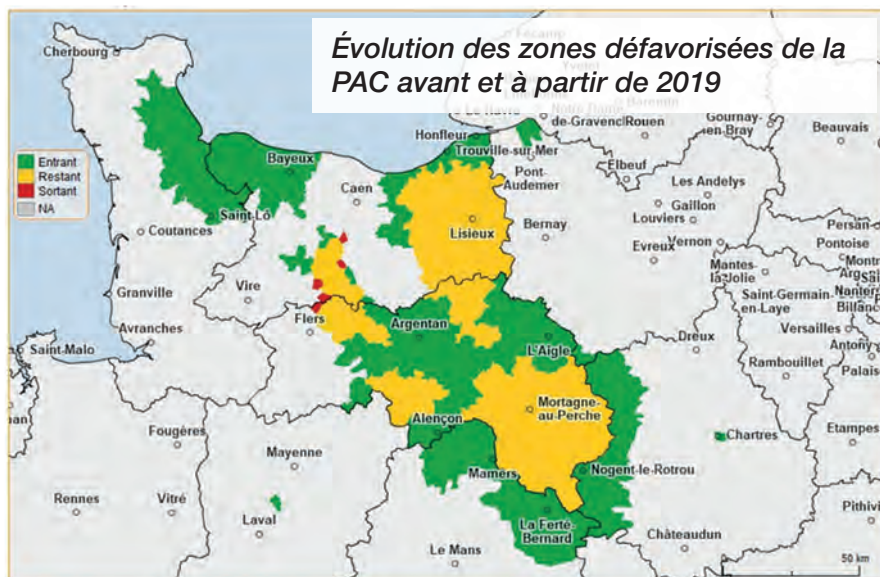
En Normandie, les anciennes zones concernaient une partie de l'Orne et du Calvados. Ces communes sont maintenues en très grande majorité (seules 5 communes sont sortantes), en particulier les secteurs sensibles du Val d'Orne, du bassin de Carrouges et du Pays d'Auge.

Le nouveau zonage s'étend significativement en Normandie, surtout dans l'Orne, mais aussi dans le Calvados et – c'est nouveau - dans la Manche. Seules dix communes de l'Eure (Marais Vernier) entrent dans le zonage, aucune en Seine Maritime.

Au total, en Normandie, le périmètre couvert passe de 381 à 823 communes :

Département	Nombre de communes				Total général
	restant hors zonage	sortantes	restant incluses	entrantes	
14	278	4	180	175	637
50	431			96	527
61	59	1	196	166	422
27	617			10	627
76	742				742
Normandie	2 127	5	376	447	2 955

L'ancien zonage représentait 10,4 millions d'euros annuels pour la Normandie, montant qui pourrait donc grossièrement doubler à dispositif égal pour 2019. Toutefois les modalités d'attribution risquent d'évoluer ensuite (extension de l'ICHN au secteur végétal ?). Les effets d'une telle refonte, potentiellement importants, restent à évaluer dans ce cas.



© Maaf 2012 - IGN GéoFla 2010 - Source : Agreste - Traitement réalisé par le Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture de Normandie.

Pôle économie et prospective des Chambres d'agriculture de Normandie

Élodie TURPIN, Eure
Philippe LEGRAIN, Manche
Jean HIRSCHLER, Orne
Florian FOUGY, Seine-Maritime
Tanguy RELAVE (apprenti), Normandie
Michel LAFONT, Normandie

En partenariat avec

Thierry COURVALET, AS Normandie
Alain DUMONT, Cerfrance Seine Normandie
Mélanie JUGE, Cerfrance Normandie Maine
Claudine MALHERBE, Cerfrance Normandie Maine
Érick BOSSARD, Cerfrance Normandie Maine



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»